

Nîmes, le **20 SEP. 2023**

Cellule Risques Anthropiques

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 23-046-DREAL

portant des prescriptions complémentaires à la société LIDL pour l'exploitation d'un
entrepôt couvert de matières combustibles sur la commune de Beaucaire

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et ses textes d'application, et notamment les articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-47 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2220 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 autorisant la société CONCERTO DÉVELOPPEMENT à exploiter un entrepôt couvert de matières combustibles sur le territoire de la commune de Beaucaire ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20-182-DREAL du 23 novembre 2020 complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 autorisant l'exploitation par la société CONCERTO DEVELOPPEMENT d'un entrepôt couvert de matières combustibles sur la commune de Beaucaire ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°22-003-DREAL du 18 janvier 2022 complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 autorisant l'exploitation par la société CONCERTO DEVELOPPEMENT d'un entrepôt couvert de matières combustibles sur la commune de Beaucaire ;
- VU** la preuve de dépôt n° A-1-J56VMHOBE obtenue suite à la télédéclaration datée du 4 février 2021 d'installations de transit, regroupement ou tri de déchets au titre des rubriques 2714 2716 et 2718 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance de la société LIDL transmis par courrier du 9 mars 2023 portant sur le changement d'exploitant, la société LIDL succédant à la société CONCERTO DEVELOPPEMENT, et sur l'implantation d'une mûrisserie et de panneaux photovoltaïques sur le site ;
- VU** la décision n°DREAL-UID30-2023-00 après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement datée du 4 août 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 août 2023 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 16 août 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** le mail de l'exploitant en date du 8 septembre 2023 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la société LIDL est le nouvel exploitant depuis le 12 octobre 2022 pour l'exploitation sur la commune de Beaucaire d'une plateforme logistique de stockage de matières combustibles au titre de la législation sur les installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis par courrier du 9 mars 2023 un dossier de porter à connaissance relatif à la création d'une mûrisserie au sein des cellules 1 et 2 et à l'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture de l'entrepôt et en ombrières au droit du parking des véhicules légers ;

CONSIDÉRANT que l'implantation de la mûrisserie conduit le classement du site à enregistrement sous la nouvelle rubrique 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) ;

CONSIDÉRANT que ce projet de chambres de mûrissage rentre dans les seuils de la rubrique « 1. ICPE » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet a par conséquent fait l'objet d'un examen au cas par cas, cet examen ayant donné lieu à une dispense d'étude d'impact le 4 août 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'implantation de panneaux photovoltaïques ne font pas entrer les projets déjà autorisés au bénéfice de la société LIDL dans les seuils du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des modifications apportées à l'installation ne modifient pas notablement les conditions de fonctionnement de l'établissement et ne sont pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dès lors ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser certains articles de l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 pour tenir compte des modifications non substantielles présentées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de sa déclaration de changement d'exploitant, la société LIDL a fourni un extrait k-Bis qui mentionne l'ensemble des informations exigées à l'article R. 181-47-II du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

La SNC LIDL dont le siège social est situé au 72-92, avenue Robert Schuman – 94 533 RUNGIS Cedex, désignée ci-après l'exploitant, respecte les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de l'entrepôt couvert de matières combustibles sur le territoire de la commune de Beaucaire, avenue George Besse, ZI Domitia Sud-Ouest.

Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 est remplacé par le tableau ci-dessous.

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°22-003-DREAL du 18 janvier 2022 est abrogé.

Rubrique	Désignation des installations	Capacité	Régime
1510-1	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts (installations pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Matière combustible de 30 380 tonnes dont possibilité de stockage maximal de : – 103 300 m ³ de papiers/cartons, – 103 300 m ³ de bois, – 71 020 m ³ de polymères, – 71 020 m ³ de polymères à l'état alvéolaire ou expansé, – 71 020 m ³ d'autres polymères et pneumatiques,	A

	Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39a de l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement	– 71 020 m ³ de produits conservés dans des conditions frigorifiques Volume = 527 900 m ³	
2220-2	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. Autres installations La quantité de produits est supérieure à 10 t/j	2 chambres de mûrisserie Quantité = 178,3 t/j	E
1185-2-a	Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité cumulée de fluide = 300 kg	DC
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt est supérieur à 200 m ³ .	Volume maximal = 250 m ³	D
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Volume maximal = 990 m ³	D
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Volume maximal = 110 m ³	DC

	m ³ .		
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. Autres cas	Quantité maximale = 0,95 t	DC
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance des groupes électrogènes : 5 MW Puissance de l'installation de sprinklage : 0,8 MW Puissance totale = 5,8 MW	DC
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) est supérieure à 50 kW	Puissance maximale = 500 kW	D
4735-1-b	Ammoniac Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t.	Quantité maximale = 1,49 t	DC
4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %, la quantité susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 50 m ³ mais inférieur à 500 m ³	Quantité susceptible d'être présente = 120 m ³	DC

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique

Article 3 – Surfaces et volumes

Le dernier alinéa de l'article 1.2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes.

L'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-182-DREAL du 23 novembre 2020 est abrogé.

« La surface imperméabilisée du site s'élève au total à 74 923 m² et le volume de compensation à 44 079 m³. Les bassins de compensation dénommés B et C implantés sur le périmètre de l'établissement représentent un volume de 11 525 m³. »

Article 4 – Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes.

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°22-003-DREAL du 18 janvier 2022 est abrogé.

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un entrepôt logistique d'une superficie de 41 747 m² composé de :
 - 7 cellules de stockage d'une surface totale de 37 403 m²,
 - cellules n°1 et 2 : stockage de fruits et légumes et chambres de mûrissement,
 - cellule n°3 : stockage de fruits et légumes,
 - cellule n°4 : stockage de produits frais,
 - cellule n°5 : stockage des déchets,
 - cellule n°6 : quais « frais » (6A), stockage de viandes et volailles (6B1) et stockage de produits surgelés (6B2),
 - cellule n°7 : quais « frais » (7A) et stockage de produits surgelés (7B),
 - 2 locaux de charge de batteries nommés LC1 (implanté dans la cellule n°3) et LC2 (localisé entre les cellules n°5 et 6B),
 - 2 patios techniques situés au-dessus des locaux de charge et disposant de groupes froids,
 - des locaux techniques : locaux de maintenance, locaux électriques, local TGBT, locaux techniques « froid »,
 - des bureaux et locaux sociaux implantés en mezzanine dans la cellule n°2,
- un quai sous auvent alloué aux bennes de stockage de déchets et accolé à la cellule n°4,
- un bâtiment d'une surface d'environ 486 m² dédié aux bureaux et locaux sociaux et adossés à la cellule n°5,
- un local de sprinklage associé à une réserve d'eau incendie de 720 m³,
- un local électrogène associé à une cuve de GNR de 25 m³,
- deux bassins d'infiltration des eaux pluviales,
- un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'un volume de 2 560 m³,
- des voiries et places de stationnement,
- des espaces verts d'une superficie de 21 635 m². »

Article 5 – Mûrisserie

L'article 9 de l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 est complété par les dispositions suivantes.

« Article 9.6 Dispositions particulières applicables à la rubrique 2220

La mûrisserie est composée de deux chambres de mûrisserie implantées chacune dans les cellules 1 et 2.

La mûrissierie est implantée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2220. »

Article 6 – Panneaux photovoltaïques

L'article 8.4 de l'arrêté préfectoral n°20-117-DREAL du 19 mars 2020 est complété par les dispositions suivantes.

« Article 8.4.8 Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque

Les panneaux photovoltaïques implantés en toiture de l'entrepôt (cellules 4, 5, 6 et 7) et en ombrières au droit du parking des véhicules légers, sont installés, exploités et contrôlés conformément aux dispositions des articles 28 à 43 de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. »

Article 7 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques à l'adresse suivante : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie et le maire de Beaucaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LIDL.

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Frédéric LOISEAU